

L' US SOLIDAIRES PARIS ET LA CNT OCCUPENT LE SIEGE DE MALAKOFF MEDERIC.

**Symbole de ce que veut dire cette réforme des retraites scélérate :
la fin des rertraites par répartition. La "continuation" de la fin d'une société où primait la solidarité.**

**Occupation symbolique CNT-Solidaires du siège de Malakoff Médéric le 27 octobre 2010 à Paris
De l'argent, il y en a dans les poches de Guillaume Sarkozy !**

Pourquoi avoir occupé symboliquement le siège de Malakoff Médéric ?

L'explication est assez simple : Malakoff Médéric, dirigée – est-ce un hasard ? – par Guillaume Sarkozy, frère aîné du président des riches, a déjà préparé l'application de la contre-réforme des retraites...

Cette entreprise, premier groupe paritaire de protection sociale en France, a créé récemment avec la Caisse nationale de prévoyance (CNP Assurances, premier assureur de personnes, qui assure notamment la gestion des régimes Préfon, fonds de pension destiné aux agents de la fonction publique, et Fonpel, fonds de pension destiné aux élus locaux), une société appelée Sevriena, dont le but est de rafler le marché juteux de l'épargne retraite à partir de janvier 2011...

Preuve en est le document confidentiel de mars 2009 disponible sur le site du journal Politis, intitulé : « Projet de regroupement des activités d'épargne retraite et d'épargne salariale de CNP assurance, de Malakoff Médéric et de Quatrem » : « À l'horizon 2020, une baisse du taux de remplacement de l'ordre de 8 % est attendue pour une carrière complète. Cette baisse est toutefois variable selon le niveau du salaire et le profil de carrière [...]. Pour les salariés qui auront subi des "trous" de carrière et pour les générations qui prendront leur retraite après 2020, la baisse du taux de remplacement sera plus forte ». Le montant potentiel de collecte d'épargne retraite nécessaire pour financer le maintien du niveau de vie des futurs retraités en 2020 est estimé – dans ce document – à une belle somme « comprise entre 40 et 110 milliards d'euros, suivant les hypothèses de comportement des individus ».

Et encore une fois, comme par hasard, le projet de loi du gouvernement comporte un titre V, peu ébruité par les médias, qui vise à développer la retraite par capitalisation : « Mesures relatives à l'épargne retraite. »

Nous aurait-on encore menti ? La réforme actuelle n'aurait-elle pour but que de faire baisser les pensions par répartition afin d'imposer à ceux qui en auront les moyens de souscrire à des retraites individuelles par capitalisation ? Le calendrier extrêmement bien articulé de la création de la nouvelle entreprise de Guillaume Sarkozy et de la réforme de son frère chef de l'État semble finalement un hasard bien préparé...

Le projet du gouvernement et du patronat (Guillaume Sarkozy a d'ailleurs été vice-président du Medef jusqu'en 2006) est clair : détruire petit à petit le régime de retraite par répartition en baissant le niveau des pensions et en forçant de fait les salariés à avoir recours à la retraite par capitalisation... engraisant ainsi encore une fois des entreprises privées !

Face à la casse des retraites par répartition et au népotisme, ne baissons pas la garde. Prenons sur les profits pour payer les retraites ! Aujourd'hui à Médéric-Malakoff ; demain on continue !

Confédération nationale du travail (CNT-RP) et Solidaires Paris.

